

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) a également pris naissance à la Conférence de Bretton Woods en 1944. Ses premiers prêts étaient destinés à la reconstruction d'après-guerre en Europe, mais elle a joué depuis un rôle de plus en plus important en procurant de l'aide financière et des conseils de nature économique aux pays moins développés. Elle est actuellement la principale source d'aide multilatérale au développement. Au 31 décembre 1975, elle avait consenti des prêts d'une valeur totale de ÉU\$29 milliards à 68 de ses 127 pays membres en Amérique centrale et en Amérique du Sud, dans les Caraïbes, en Océanie, en Asie, en Afrique et dans le Sud de l'Europe.

La plupart des prêts accordés par la Banque mondiale servent au financement de projets d'infrastructure (routes, chemins de fer, ports, installations de production et de transport d'électricité), qui sont à la base de l'économie d'un pays mais qui n'attirent pas en général les investissements privés. On s'intéresse toutefois de plus en plus à d'autres secteurs comme l'agriculture, l'aménagement rural, les télécommunications, l'éducation, l'approvisionnement en eau et les systèmes d'égouts.

La souscription du Canada à la Banque mondiale équivaut à \$1,136.1 millions en dollars courants des États-Unis sur un total de ÉU\$30,821 millions pour l'ensemble des pays membres. Seulement 10% de chaque souscription est versée, et le reste sert de garantie contre laquelle la Banque mondiale peut vendre ses propres obligations sur les marchés mondiaux de capitaux.

L'Association internationale de développement (AID), affiliée à la BIRD, a été créée en 1960. Ses ressources proviennent principalement des gouvernements sous la forme d'avances nettes d'intérêts, ce qui lui permet de consentir des prêts à des conditions très libérales (0% et remboursement sur 50 ans). L'AID accorde des prêts aux pays membres dont le revenu par habitant est inférieur à \$375 par an.

Comme l'AID ne peut emprunter sur les marchés financiers mondiaux, elle puise une grande partie de ses ressources dans les provisions budgétaires des gouvernements membres, principalement des pays industrialisés ou membres de la Première Partie. La valeur totale des ressources fournies ou mises à la disposition de l'AID depuis sa création jusqu'à la fin de 1975 s'élèvent à environ \$11.5 milliards, et le Canada, à titre de membre de la Première Partie, lui en a procuré \$502.9 millions.

La Société financière internationale (SFI), affiliée à la BIRD, a été créée en 1956 afin d'aider les pays membres moins développés à promouvoir l'expansion du secteur privé de leurs économies. La SFI fournit du capital-risque à des entreprises privées productives de concert avec les investisseurs et les administrateurs du secteur privé, encourage la création de marchés locaux de capitaux et stimule la circulation internationale de capitaux privés. Elle effectue des placements sous forme d'actions souscrites et de prêts à long terme, négocie des accords de soutien et de garantie et fournit une aide financière et technique à des sociétés financières de développement du secteur privé. Le montant total du capital souscrit de la SFI s'établit à ÉU\$107 millions, dont ÉU\$3.6 millions proviennent du Canada. Outre cette ressource, la SFI peut financer ses activités au moyen de prêts consentis par son institution mère, la Banque mondiale. Au 31 décembre 1975, le montant total des placements et engagements de garantie de la SFI s'élevait à ÉU\$1,331 millions dans 57 pays. Les engagements contractés en 1975 se chiffraient à ÉU\$196 millions.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), créée en 1957, est un organisme international autonome sous l'égide des Nations Unies. Elle a pour mission de chercher à accélérer et à accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, à la santé et à la prospérité dans le monde. A la fin de 1975, elle comptait 106 États membres. Le Canada ayant été désigné comme l'un des membres les plus avancés dans le domaine de la technologie nucléaire (y compris la production de matières premières), un représentant canadien siège au Conseil d'administration de l'AIEA depuis sa création.